

Communiqué de presse

Berne, le 2 avril 2020

Coronavirus : un monde changé et solidaire ? La vision du travail social

Dans le contexte de la lutte contre la pandémie de coronavirus, AvenirSocial, l'association professionnelle suisse du travail social, exige des mesures spécifiques pour le domaine social. Car jusqu'ici, l'ensemble des mesures prises ont oublié les personnes les plus vulnérables dans notre société, comme celles issues de la migration, celles qui vivent dans la pauvreté ou qui élèvent seules leurs enfants. Est également négligé tout ce que les travailleurs et travailleuses sociales font et feront pour la cohésion sociale au cours des jours, des semaines et des années à venir.

Le travail social joue un rôle essentiel pour l'ensemble de la société. Il aborde des problèmes structurels et individuels qui empêchent les gens de mener une vie autodéterminée. Dans cette situation exceptionnelle, nous estimons qu'une approche pragmatique des possibilités de sanction dans l'aide sociale ou simplement accorder plus de place aux personnes vulnérables ne sont pas des mesures suffisantes, bien qu'elles s'avèrent actuellement essentielles. Nous demandons une approche globale et durable !

Afin que le domaine social puisse continuer à assurer sa mission de manière professionnelle également à l'avenir, il faut accorder assez de moyens financiers pour la période qui suivra la crise. Certes, nous saluons les milliards mis à disposition par l'économie. Toutefois, ce serait inacceptable qu'après la crise, le domaine social doive à nouveau se battre pour le moindre centime. Pour rappel, les dépenses de l'aide sociale ne concernent qu'1.6% des dépenses des assurances sociales.

Pour les personnes les plus vulnérables, comme les personnes touchées par la pauvreté, les mères ou pères célibataires et leurs enfants, les personnes issues de l'immigration ou les toxicomanes, il faut une aide rapide, des offres à bas seuil et un renforcement massif des organisations actives dans ce domaine. En outre, le travail de *care* – en grande majorité assuré par des femmes et grâce auquel la vie en Suisse fonctionne encore – doit enfin être rémunéré à sa juste valeur et reconnu en tant que travail.

En tant qu'association professionnelle du travail social, nous représentons les champs professionnels du travail social, de l'éducation sociale, de l'animation socioculturelle, de l'éducation de l'enfance ainsi que de la formation socioprofessionnelle. Ci-après quelques champs de travail qui illustrent les postes où les professionnel·le·s du travail social sont demandé·e·s maintenant et à l'avenir :

- Le travail social dans les services sociaux pour les quelques 270 000 personnes en Suisse qui perçoivent actuellement l'aide sociale.
- L'encadrement socio-pédagogique dans les près de 3000 institutions résidentielles pour les personnes en situation de handicap, y compris les enfants et les jeunes.
- L'offre de l'animation socioculturelle dans l'animation enfance et jeunesse, dans un travail intergénérationnel ou au sein des associations.
- Le travail des travailleurs et travailleuses sociales dans les centres pour requérant·e·s d'asile et avec les réfugié·e·s, dans les centres de conseil aux victimes, dans les crèches, dans le travail social de proximité, auprès des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte ou en milieu scolaire.

Et voici quels sont les défis à relever pendant la pandémie de coronavirus :

- Les services sociaux enregistrent une croissance massive des demandes d'aide sociale. De plus, tous les services sociaux ne sont pas aussi bien préparés à cette situation exceptionnelle, en partie à cause d'un manque d'infrastructure IT adéquate.
- Dans tous les champs du travail social, surtout dans les institutions socio-pédagogiques et les centres d'hébergement pour requérant·e·s d'asile, le maintien de l'offre ainsi que l'espace disponible rendent impossible l'application des mesures d'hygiène préconisées par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).
- Au sein des institutions, l'incertitude règne quant à la manière de gérer les absences du personnel pour cause de maladie, les heures supplémentaires ou la suppression des offres. Cela se reflète dans l'inquiétude du personnel.
- Fondamentalement, en situation de crise, les problèmes sociaux sont exacerbés. Ainsi, les groupes marginalisés sont encore plus exclus. Au lieu d'augmenter le nombre de professionnel·le·s et de mettre à disposition des offres d'accueil spécifiques, de nombreux services sont fermés en raison des mesures du Conseil fédéral (p.ex. hébergements d'urgence, lieux de distribution pour les toxicomanes ou espaces pour les sans-abris).

Sur la base des retours de nos membres et en raison de notre engagement politique constant, dans la situation actuelle nous demandons les mesures concrètes suivantes pour ces domaines :

- **Travail social** : moyens personnels et financiers suffisants pour gérer aujourd'hui et après la crise l'augmentation des personnes ayant besoin de soutien, par exemple dans les services sociaux ;
- **Institutions socio-pédagogiques** : aide financière et matérielle afin de pouvoir respecter les mesures d'hygiène et assurer la qualité de l'encadrement sur le long terme ;
- **Animation socioculturelle** : des ressources spatiales suffisantes afin de maintenir les espaces pour les enfants et les jeunes qui cherchent/ont besoin d'un soutien, ainsi que des fonds pour créer des espaces de rencontre numérique ;
- Enfin, des mesures de protection et des ressources personnelles suffisantes dans le domaine de l'**éducation des enfants** et de la **formation socioprofessionnelle**.

Cette situation exceptionnelle est actuellement très exigeante pour chacun·e de nous. Nous saisissons l'occasion pour remercier chaleureusement l'ensemble des travailleurs et travailleuses sociales pour le travail accompli sans relâche au cours des derniers jours et semaines et pour le travail encore à fournir aujourd'hui et demain !

Contact presse :

- Annina Grob, co-secrétaire générale, 079 785 06 14
- Stéphane Beuchât, co-secrétaire général, 079 778 34 12